

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 15/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EASYDIS

4 Rue Einstein
25000 Besançon

Références : UID257090/SPR/ED/AR 2024 - 0415D
Code AIOT : 0005902252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement EASYDIS implanté 8 rue Alfred Kastler 25000 Besançon. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur les rétentions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EASYDIS
- 8 rue Alfred Kastler 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005902252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme logistique est située entre la voie ferrée (ligne Besançon-Dijon) et la route nationale n°57 à 2x2 voies (rocade ouest de Besançon). Elle alimente les supermarchés et hypermarchés du groupe Casino en produits secs, épicerie, produits frais, droguerie, hygiène, parfumerie, alcools de bouche. Elle comprend principalement des stockages répartis dans 4 bâtiments. Les installations sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009 et l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 dit "entrepôts couverts".

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Astreinte	15 jours
6	prévention incendie	AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	identification des zones à risque	AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2	Sans objet
5	installations électriques	AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2	Sans objet
7	formation du personnel au risque incendie	AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté l'absence totale de rétention sous les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols alors que ce point faisait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 29/07/2022 avec un délai de 6 mois pour mettre en place les actions correctives. De plus, il y a eu une augmentation importante du stockage de ces produits puis la dernière inspection de 2022 sans pour autant prévoir les rétentions appropriées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/12/2009, article 7.4.3
Thème(s) : Dimensionnement des rétentions, suite Arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/07/2022
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/07/2022 mentionne : - <u>dans un délai de six mois</u> , les prescriptions de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009 susvisé : <i>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i> <i>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</i> Cette prescription est en lien avec la prescription de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I visée par l'action nationale 2024 sur le dimensionnement des rétentions et qui stipule : <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</i> <i>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i> <i>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</i> <i>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</i> Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de : - 59 T de produits type hypochlorite de sodium (eau de javel) classés dans la rubrique 4741 de la nomenclature des ICPE, - 17 T de produits type alcool de bouche classés dans la rubrique 4755 de la nomenclature des ICPE, - 1 T de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë, classés dans la rubrique 4510 de la nomenclature des ICPE.

<p>Il a également été constaté <u>l'absence totale de rétention sous ces produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</u></p> <p>Un bon de commande, en date du 08/02/2024, a été présenté pour la commande de 20 palettes de rétention d'une capacité unitaire de 240 L, ce qui paraît largement inférieur au volume de rétention nécessaire au vu des quantités de produits stockés.</p> <p>Cette commande de système de rétention intervient 19 mois après la date de notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/07/2022 alors que le délai prescrit était de 6 mois après la notification de l'AP.</p> <p>De plus, ce bon de commande a été pris juste après l'annonce de l'inspection qui date du 15/01/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>fournir le bon de livraison des rétentions et des justificatifs de mise en place de ces rétentions (photos).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de rétention sous les produits susceptibles de créer une pollution des sols ou des eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis septembre 2023, mise en place d'un logiciel permettant une requête instantanée des matières stockées en fonction des entrées et sorties en temps réel.</p> <p>Ce registre fait apparaître les quantités de tous les produits stockés sur site, avec leur localisation, la nature des dangers ainsi qu'un lien vers les fiches de données et sécurité (FDS) associées.</p> <p>Un travail de mise à jour des FDS est en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : identification des zones à risque

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, identification et plan des zones à risque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- dans un délai de quatre mois, les prescriptions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009 susvisé : :</p> <p>« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'identification des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion a été effectuée fin 2022.</p> <p>Un plan ATEX mis à jour a été transmis par mail en date du 16/02/24.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- dans un délai de six mois, les prescriptions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009 susvisé : : « Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...] »</p>
<p>Constats :</p>

<p>Une attestation de mise en conformité des installations électriques selon le rapport Dekra n°032470412201R002 datant du 07/07/2023 a été fournie.</p> <p>La vérification périodique des installations électriques (Q18) a été réalisée le 14/11/2023 par Dekra Industrial SAS. Ce contrôle a mis en évidence des traces d'échauffement au niveau de l'armoire électrique B6 du Bâtiment 1. Il a été demandé par Dekra Industrial SAS la réalisation d'opération de maintenance à ce niveau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>fournir le justificatif des opérations de maintenance effectuées suite au constat et à la demande de Dekra.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : prévention incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- dans un délai de six mois pour les systèmes de détection et dix-huit mois pour le système d'extinction, les prescriptions reprises en gras de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009 susvisé :</p> <p>« Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des Installations Classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. En particulier, les sprinklers, les systèmes de détection, les portes coupe-feu seront vérifiés régulièrement par un organisme agréé et des essais hebdomadaires seront réalisés par le responsable d'entretien de l'entrepôt sur les sprinklers. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées. [...] " [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, d'importants travaux ont été menés sur les sprinklers. Un bon de commande datant du 29/12/2023 a été envoyé par mail suite à l'inspection mentionnant seulement « travaux sur sprinklers » sans détail des travaux. Les RIA ont été contrôlés en juillet 2023, les extincteurs en août 2023. Les portes coupe-feu ont été vérifiées le 01/02/2024.</p> <p>Les justificatifs des vérifications et des essais hebdomadaires n'ont pas été présentés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir une synthèse des travaux réalisés sur les sprinklers et les dates de réalisation. Fournir les justificatifs des vérifications et des essais hebdomadaires des matériels de défense incendie.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : formation du personnel au risque incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, formation incendie
Prescription contrôlée : - dans un délai de quatre mois, les prescriptions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2009 susvisé : « [...] Dans le trimestre qui suit la notification du présent arrêté, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Il est renouvelé tous les deux ans.»
Constats : Un exercice d'évacuation a été réalisé le 30/10/2023 mettant en avant des axes d'amélioration à mettre en place.
Type de suites proposées : Sans suite